Rencontre avec le président de l’Union des Églises Baptistes du Cameroun

Le pasteur Ernest Edoube est Président Général de l’Union des Églises Baptistes du Cameroun (UEBC) depuis le 17 mai 2020, suite au décès du pasteur Frédéric Ngaka Epounde. De passage en France et au Défap, il revient sur les enjeux et défis de son Église, les relations ecclésiales au Cameroun, ainsi que sur les liens avec le Service protestant de mission ; il évoque aussi la manière dont il perçoit, à l’occasion de cette première visite à Paris, les enjeux des Églises en France.



Le président de l’Union des Églises Baptistes du Cameroun, le

pasteur Ernest Edoube © Défap

Que diriez-vous de la situation actuelle de l'UEBC et de ses projets ?

Pasteur Ernest Edoube : L'UEBC a connu des secousses après la disparition brutale de son président en mai 2020 ; et le contexte général de pandémie de Covid-19 n'a fait que renforcer les difficultés. Au niveau de la direction de l'Église, il a fallu du temps pour pouvoir, en dépit de la pandémie, renouer les relations avec les partenaires étrangers : ce n'est que tout récemment que j'ai pu me rendre à Leipzig, venir à Paris pour y rencontrer les communautés camerounaises de France, assister à la rencontre de la Fédération baptiste…

Ces difficultés sanitaires ont aussi eu un impact direct sur les efforts de formation et de remise à niveau du corps pastoral ; elles ont eu des effets sur la gestion de la vie des communautés dans les villes comme dans les campagnes, ces dernières ayant peu de capacités pour rebondir et surmonter la crise… Mais petit à petit, ces problèmes d'encadrement se résorbent, même s'il faudra un appui de la part de la direction de l'Église pour que cet élan soit maintenu. Le principal problème qui se pose aujourd'hui dans les grandes villes, c'est le manque de ministères spécialisés – par exemple, pour encadrer les jeunes. À ceci s'ajoute la transition générationnelle que connaît aujourd'hui notre Église : nous devons faire des efforts pour reconnecter notre Église avec le fonctionnement actuel de la société camerounaise, tout en gardant le lien avec les structures ancestrales qui soutiennent l'épanouissement du témoignage chrétien au sein de notre population. Il nous faut trouver comment adapter le témoignage de notre Église à notre ère.

Enfin, les difficultés de gestion des œuvres médicales et scolaires nécessitent encore de gros efforts pour trouver un équilibre.

Comment vous situez-vous dans le paysage religieux camerounais ?

Il y a aujourd'hui au Cameroun toute une pléiade d'Églises protestantes. Certaines ont une histoire qui remonte aux missions venue d'Angleterre, d'Allemagne, de Finlande ou plus récemment d'Amérique ; et nous nous retrouvons, au sein de toute cette diversité, dans une même grande famille qui est le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (CEPCA). C'est une structure qui connaît des évolutions régulières : elle a ainsi accueilli récemment un tout nouveau membre, la Full Gospel Mission, ce qui témoigne de son ouverture sur les réalités spirituelles du Cameroun. Le CEPCA montre ainsi qu'il est prêt à accueillir des communautés chrétiennes qui sont implantées et reconnues au Cameroun, qui ont montré leur capacité à s'enraciner et à encadrer correctement le peuple de Dieu sur le plan chrétien.

Au sein de cette multitude d'Églises, nous, l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, conservons une plus grande proximité avec l'Église Évangélique du Cameroun ainsi qu'avec les missions de Bâle ou de Paris, où se situent nos origines.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis du Défap et de la Cevaa ?

Nous devons accroître nos relations dans les domaines médical et scolaire, ainsi que dans les échanges de personnes. Dans ce dernier domaine en particulier, nous ressentons aujourd'hui une présence insuffisante de l'UEBC : les échanges sont un enrichissement. Il y a un vieux dicton africain qui dit que le voyage est une grande école… Je tiens par ailleurs à remercier tout particulièrement le Défap pour le soutien au Révérend Docteur Oumarou Sali pendant ses recherches en France.

Nous avons aussi besoin de soutien en ce qui concerne la formation théologique. Le personnel d'encadrement a besoin d'être plus nombreux et plus formé. C'est également le cas au niveau des bibliothèques. Enfin, notre œuvre médicale a besoin

d’être restructurée. Ce qui implique des besoins de soutien sur le plan technique, matériel, mais aussi sur le plan du personnel, notamment en termes de gestion. Trois centres en particulier concentrent aujourd’hui notre attention : l’hôpital protestant de Bonabéri, celui de Nkoteng, ainsi que la région de Bonépoupa, insuffisamment desservie sur le plan médical : dans ce secteur, il n’est pas rare que des futures mères accouchent sur la route de l’hôpital, faute de moyens de transport adaptés ou d’un hôpital suffisamment proche. Je viens également de nommer un médecin chef par intérim à la tête de l’hôpital Émilie Saker, à Douala – un médecin colonel, qui par son expérience pourra nous aider à revisiter le plateau technique et à revoir le mode de fonctionnement de l’hôpital.

Cet effort de restructuration va être bientôt prolongé par l’organisation de journées consacrées aux œuvres de l’Église, tant médicale que scolaire : il s’agira de rassembler les enseignants pour réfléchir aux orientations essentielles de l’œuvre scolaire, de permettre aux médecins d’être plus impliqués dans la gestion et l’orientation de l’œuvre médicale… Notre but est que les œuvres soient pleinement soutenues par les communautés ; que les membres du personnel présents dans l’Église puissent être pleinement intégrés dans la vie de notre œuvre, et en devenir les avocats, voire les gestionnaires.

Que pourriez-vous dire aux Églises de France en termes de mission ?

Il me paraît important de développer des stratégies pour intéresser la population à la marche dans l’Évangile. La plupart du temps, ce qui éloigne les fidèles de leur communauté, c’est qu’elles ne semblent plus répondre à leurs interrogations les plus essentielles, les plus profondes. Il y a un travail à faire en matière d’analyse de l’environnement afin de trouver les meilleures manières de toucher à nouveau ceux qui se sont éloignés, ou d’atteindre de nouvelles brebis

pour le Seigneur. Cela m'évoque le contexte de l'Église catholique lors de la Réformation : pendant que se développaient les communautés protestantes, Ignace de Loyola a cherché à développer des arguments propres à répondre aux questionnements des fidèles de l'Église catholique. Il nous faut aussi être humbles et confiants, sachant que, quoi que nous fassions, Dieu est au-dessus : il ne nous revient pas de décider quels doivent être les résultats de nos efforts. C'est Dieu qui fait croître. Mais notre responsabilité, c'est de nous mettre en marche. Et de former le peuple de Dieu, de l'encadrer au mieux de nos capacités, de l'aider à s'épanouir.

Comment voyez-vous les relations, sur le plan missionnaire, entre les Églises de France, et les Églises camerounaises implantées en France ?

Si je suis en France, c'est notamment pour avoir une meilleure connaissance de nos diverses communautés. Il me paraît essentiel que ces Église naissantes et les Églises de France puissent avoir un vécu harmonieux. Il ne doit pas y avoir de bris dans le processus d'évangélisation, étant entendu que toutes portent la même mission. Les Églises ne doivent pas être concurrentes, mais partenaires. Comme l'a dit le Seigneur Jésus : celui qui n'assemble pas avec moi disperse (Matthieu 12:30). Par ailleurs, cette présence de nos communautés en France peut nous aider, grâce au Défap, à faciliter nos échanges avec les Églises de France.

Sacha et le Sénégal : « C'était dur et exceptionnel

en même temps »

Sacha a été service civique pendant sept mois au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s’inscrivait dans un projet d’appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de l’ELS (l’Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Deux mois après son retour en France, il revient sur cette expérience et ce qu’elle lui a apporté.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap

Que retiens-tu de cette expérience au Sénégal en tant que service civique et envoyé du Défap ?

Sacha : Je suis rentré en France au cours de la deuxième moitié du mois de mars, avec l'impression d'avoir vécu une expérience incroyable. Il faut savoir s'adapter, laisser derrière soi tout ce que l'on connaissait en France ; découvrir une manière de vivre et une culture que l'on n'envisageait absolument pas. Sept mois sur place, ça permet de découvrir beaucoup de choses ; et ça m'a permis aussi de me découvrir moi-même. C'est d'ailleurs seulement maintenant, deux mois après mon retour, que je me rends vraiment compte que cette mission de service civique a représenté une étape dans ma vie.

Quel était le cadre de ta mission ?

Sacha : Je donnais des soins de santé dans un petit dispensaire à 10 km de la ville de Fatick. C'est une structure située en pleine brousse, mais dont dépendent plusieurs milliers de patients. Je travaillais avec une infirmière, Monique ; les relations ont été dès le début très faciles. Avec elle, j'ai énormément appris, en matière de soins de santé, mais aussi pour tout ce qui concerne le bon usage des ressources. J'ai eu à faire beaucoup de soins divers, y compris des accouchements dans le dispensaire. Il faut utiliser au mieux ce qui est disponible sur place. Ne rien gaspiller. Ne pas se fier à ce que l'on a pu apprendre en France et qui suppose souvent un matériel bien plus important.



Sur le plan personnel, qu’est-ce qui t’a le plus marqué ?

Sacha : Dans ce genre d’expérience, dans un contexte si différent, tout est marquant. Je me suis retrouvé d’emblée à vivre au sein d’une communauté, en étant tout seul issu de mon contexte français. Je me suis retrouvé sans aucun repère familier, obligé de tout réapprendre dans un contexte totalement différent. J’ai des souvenirs et des images qui m’ont marqué : le premier mariage auquel j’ai pu participer au Sénégal ; mais aussi, des journées à souffrir de la chaleur, à faire les mêmes gestes médicaux, une forme de routine, des difficultés à m’adapter physiquement… C’est à la fois très formateur et très dur. Se retrouver ainsi en vis-à-vis d’une communauté dont tous les repères sont différents ; sans famille et sans amis avec qui échanger ; découvrir des gens dont le rapport au monde et les priorités diffèrent complètement… Ça oblige à s’interroger sur ce qui est fondamental pour soi-même.

Quelles étaient les relations avec les patients ?

Sacha : Elles étaient très dépendantes de Monique. Les gens dont nous avions à nous occuper parlaient surtout wolof ou sérère, les langues les plus parlées dans cette région du Sénégal ; mais elles parlaient rarement français, et j'avais besoin que Monique fasse office de traductrice pour communiquer. Dans les villages et pendant les consultations c'était tout de même difficile. Il était plus facile de communiquer en français en ville.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha :À mon retour en France, j'ai eu tendance à reprendre tout de suite mes habitudes : c'était comme si j'avais été absent deux semaines. Il m'a fallu du temps pour réaliser tout ce que cette expérience m'avait vraiment apporté. Cette étape de ma vie m'a permis de découvrir une forme de liberté que je ne connaissais pas. C'était dur et exceptionnel en même temps. En France, il faut se plier à des contraintes sociales, trouver un travail ; ce que j'ai vécu m'a obligé à me plier à une autre façon de vivre, une autre culture. Plus tard, j'aimerais repartir pour une autre mission.

Perspectives Missionnaires rejoint Foi & Vie

Le numéro 82 de Perspectives Missionnaires aura été le dernier publié en édition papier : place désormais au Cahier d'études missiologiques et interculturelles de

Foi & Vie, dont le premier numéro reprend le dossier du dernier « PM » sur le prosélytisme. Explication de cette évolution par Marc Frédéric Muller.



Photo illustrant le dossier « prosélytismes… au pluriel », dans le Cahier d'études missiologiques et interculturelles de Foi & Vie, reprise du n°82 de Perspectives Missionnaires © Foi & Vie

La revue Perspectives missionnaires (PM), après quarante années d'existence indépendante et quatre-vingt-deux numéros parus, vient rejoindre Foi & Vie sous la forme d'un « Cahier d'études missiologiques et interculturelles ». L'équipe de PM espère ainsi enrichir la palette des champs de recherche de la revue numérique.

Il est utile de formuler ici la raison d'être du cahier qui voit le jour en présentant sa ligne éditoriale.

Premièrement, il est toujours nécessaire de réfléchir

théologiquement à la façon dont les chrétiens entendent porter leur témoignage. Les débats dans la société civile et au sein même du protestantisme, remettant en question la légitimité de la mission, ont pu discréditer le recours à toute entreprise missionnaire. Pour certains, le mot mission peut sembler au mieux désuet et au pire évoquer des entreprises conquérantes, incompatibles avec l'Évangile et avec la valeur impérieuse du respect des consciences. Dans cette perspective, « la mission » renvoie à des pages jugées sombres de l'histoire du christianisme et de la civilisation occidentale. L'évangélisation qui y est associée, de façon réductrice, souffre également d'une mauvaise image ; elle est souvent perçue comme la prétention d'obtenir à tout prix des conversions, en forçant les consciences ou en les manipulant, sans égards pour le milieu socio-culturel où elle est engagée. Or, la réflexion missiologique a régulièrement interrogé les pratiques missionnaires, depuis les écrits du Nouveau Testament jusqu'aux conférences mondiales œcuméniques des dernières décennies (par exemple, Willingen 1952 ou Busan 2013). La Conférence des Églises protestantes en Europe, en 2001, se demandait : « Comment annoncer l'Évangile de telle manière que la forme choisie corresponde au contenu ? » Autrement dit comment « évangéliser de manière évangélique » de telle sorte que les Églises ne fassent pas le contraire de ce qu'elles proclament : un message libérateur et une parole de réconciliation.

Deuxièmement, il est important de contribuer à un travail historiographique. Il consiste à garder la mémoire, à observer, à décrire et à analyser les pratiques missionnaires, dans des contextes divers et à des époques diverses, en évaluant leurs soubassements idéologiques, qu'ils soient théologiques, philosophiques ou liés à un imaginaire ancré dans une culture spécifique. Les expressions chrétiennes sont en évolution constante dans le temps et selon les lieux, partout où l'Évangile s'est propagé. Dans leur diversité confessionnelle (approche œcuménique) et culturelle (réflexion

sur les enjeux de la traduction et de réception de l'Évangile), elles montrent que le témoignage chrétien est aux prises avec les transformations du monde et que les Églises s'en trouvent elles-mêmes transformées.

Troisièmement, ces dernières années, du fait d'une mondialisation accrue des échanges résultant aussi bien des vagues migratoires que de la révolution numérique, les sciences religieuses et la missiologie ont concentré leurs travaux sur la complexité des rapports entre Évangile et culture, sous-tendue par des interprétations débattues de la définition tant de l'un que l'autre. Les dynamiques sont d'une étonnante diversité : adaptation, accommodation, inculturation, contextualisation, métissage, syncrétisme, interculturation, etc. sur fond de résistance, de confrontation, de dialogue, de rejet ou d'appropriation. Elles touchent le christianisme qui est à la fois déplacé dans ses expressions et créateur de culture. Derrière le phénomène de l'interculturalité, les enjeux sont parfois très lourds puisqu'ils concernent le « vivre-ensemble », la cohésion sociale et la reconnaissance des identités, la liberté religieuse et la construction d'une société de justice, de paix.

Quatrièmement, ce cahier souhaite modestement répondre au besoin d'un espace intellectuel de langue française, ancré dans le protestantisme et œcuménique, ouvert à des personnes en recherche sur tous les continents, désireuses d'exposer convictions et réflexions prospectives sur les voies du renouvellement du témoignage chrétien. Il s'agit d'accueillir des contributions venues de contextes divers et de stimuler la rédaction de textes permettant de croiser les regards. C'est un travail qu'il faut organiser et qui requiert un effort soutenu car il implique de franchir des frontières confessionnelles, géographiques linguistiques ou culturelles.

Une équipe d'une quinzaine de personnes a jusqu'ici conçu et préparé les dossiers parus sous le titre de Perspectives

missionnaires. Nous nous réjouissons que les archives soient bientôt intégralement disponibles, en ligne, sur le site de Foi et Vie.

C'est avec reconnaissance que nous rejoignons la revue Foi et Vie, saluant l'intérêt de son comité de rédaction pour le champ de réflexion que nous avons ici esquissé.

Marc Frédéric Muller

Le sommaire de ce Cahier d'études missiologiques et interculturelles

- Perspectives Missionnaires devient le Cahier d'études missiologiques et interculturelles de Foi&Vie | Marc Frédéric Muller, Jean-François Zorn
- Prosélytismes …. au pluriel ! (liminaire) | Michel Durussel, Jean-Renel Amesfort
- Comment l'Église est-elle devenue missionnaire ? | Simon Butticaz
- Le prosélytisme : Enjeux missiologiques. Le témoignage chrétien dans les relations interreligieuses et interconfessionnelles | Hannes Wiher
- Le débat sur le prosélytisme en Occident | Jean-François Mayer
- Unité dans le témoignage. Approches œcuméniques | Jean-Luc Blondel
- L'Église grandit par attraction et non par prosélytisme | Pierre Diarra
- Perception du phénomène du prosélytisme dans des pratiques ecclésiales contemporaines | Jean-Renel Amesfort
- Le prosélytisme, entre contrainte et libre choix. L'exemple de l'activité missionnaire au Liban | Fatiha Kaouès
- Soutenir la formation à la théologie interculturelle : un

des axes de DM (chronique) | Nicolas Monnier
- À la recherche du renouveau : Quelle réforme dans l'Église au 21e siècle ? | Natacha-Ingrid Tinteroff
- Le Christ est vraiment présent, même dans la Sainte Cène via le culte en ligne | Deanna A. Thompson
- Le jeu avec le je. À propos de Joueurs de Marie Monge | Christian Walter
- L'autorité des Écritures pour aujourd'hui (2/4) : Enjeux et perspectives | Daniela Gelbrich, Luca Marulli, Chloé Mathys, Sandrine Landeau
- Actualité du livre (2021/6) | Frédéric Rognon, Marc Frédéric Muller
- Le discrédit de la propagande | Maurice Leenhardt

Courrier de mission : rencontre avec l'Église évangélique du Congo

Le passage en France, au cours du mois de mars 2022, du nouveau président de l'Église évangélique du Congo (EEC), a donné l'occasion à Marion Rouillard d'évoquer les relations du Défap avec cette Église membre de la Cevaa. Juste Alain Gonard Bakoua, président de l'EEC, et Laurent Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, étaient ainsi tous deux invités de l'émission du Défap diffusée le 27 avril sur Fréquence protestante.



Le président de l'Église Évangélique du Congo, le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua © Défap

Le Congo-Brazzaville est un des pays d'Afrique où l'influence du christianisme est la plus visible, même si la porosité avec les religions traditionnelles rend difficile une évaluation précise. Si l'on se fie aux chiffres du Quai d'Orsay, 90% de la population y est chrétienne, le reste se répartissant entre islam et animisme. Les chiffres du World Christian Database se veulent un peu plus précis, en comptabilisant 89,79% de chrétiens, 4,76% d'animistes et 1,39% de musulmans. Le CIA Worldfactbook, autre référence internationale, donne toutefois des évaluations différentes, le christianisme représentant selon ces données 77,5% de la population (dont 33,1% pour l'Église catholique, 22,3% pour les Églises du renouveau ou du réveil, 19,9% pour les protestants et 2,2% pour l'Armée du Salut), l'islam 1,6%, les Kimbanguistes 1,5%, et les sans religion déclarée 11,3% (les 8,1% restants représentant d'autres croyances minoritaires). Quant au portail national du

Congo, il indique que 50% des habitants du pays se rattachent au christianisme, 48% à l'animisme et 2% à l'islam. Au bout du compte, les pratiques religieuses sont très souvent teintées d'animisme, comme le souligne une maxime populaire selon laquelle « le chrétien et le musulman prient tous deux avec un fétiche dans la poche ».

Au sein des quelque 5,38 millions d'habitants (selon les données de 2019 de la Banque mondiale), ce qui fait du Congo-Brazzaville un petit pays par rapport à son immense voisin qu'est la République démocratique du Congo avec une population de près de 90 millions de personnes, l'EEC ou Église évangélique du Congo revendique environ 200 000 membres. Elle est membre de la Cevaa – Communauté d'Églises en mission, et entretient des relations de longue date avec le Défap. Elle est née officiellement le 15 juillet 1961, issue du travail des missions scandinaves (et principalement suédoises) qui étaient présentes dans le pays depuis 1909. Elle est membre du Conseil Œcuménique des Églises Chrétiennes du Congo (COECC), qui comprend également l'Église catholique, l'Armée du Salut, l'Église luthérienne du Congo et l'Église orthodoxe grecque du Congo.

Rencontre avec l'Église évangélique du Congo, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 27 avril 2022 sur Fréquence Protestante

Depuis fin 2020, l'Église Évangélique du Congo est présidée par le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua, après quatre années d'une présidence controversée, celle d'Édouard Moukala. Le changement de président s'est d'ailleurs accompagné, en novembre 2020, d'une décision exceptionnelle : le pasteur Moukala a été révoqué et chassé définitivement par décision

collégiale de tous les membres du conseil synodal ordinaire de l'EEC. Depuis lors, le nouveau président s'efforce de renouer avec les partenaires de l'EEC, après plusieurs années qui ont vu les relations se distendre. Présent en France au mois de mars 2022, il a été interviewé par Marion Rouillard pour l'émission Courrier de mission – Le Défap, diffusée le 27 avril sur Fréquence protestante. Également présent pour cette émission, Laurent Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, a présenté pour sa part les enjeux et les défis de la formation théologique en République du Congo. Laurent Loubassou prépare par ailleurs une thèse en Histoire des religions et anthropologie religieuse sur « Le prophétisme au Levant ancien ».

Dans cet entretien, Laurent Loubassou souligne notamment l'importance des relations entre l'EEC et le Défap dans le domaine de la formation – beaucoup d'enseignants de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville étant eux-mêmes d'anciens boursiers du Défap. Et l'aide précieuse que peut représenter le Service protestant de mission lorsqu'il s'agit de publier des travaux universitaires – du fait notamment du déficit en maisons d'édition ad hoc au Congo-Brazzaville. Juste Alain Gonard Bakoua est revenu pour sa part sur les défis que connaît actuellement son Église, et qui concernent notamment la formation pastorale, mais aussi les questions de gouvernance ; ainsi que la mission sociale, l'évangélisation, l'accompagnement des jeunes…

Courrier de mission : Kareen

et le SFE

Kareen est une « envoyée portée » du Défap : issue de l'Église MLK de Créteil, elle a rejoint le SFE (le Service Fraternel d'Entraide) pour y travailler à la gestion de l'eau et de l'éducation en Asie du Sud-Est. Elle était invitée par Marion Rouillard lors de l'émission « Courrier de mission – le Défap » du 23 mars 2022.



L'un des lieux d'intervention du Service Fraternel d'Entraide
© SFE

Les organismes opérant dans le domaine de la solidarité internationale et disposant d'un agrément pour l'envoi de VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) sont peu nombreux, et les pouvoirs publics encouragent la pratique du « portage » – c'est-à-dire que d'autres organismes voulant bénéficier de ce statut auront tout intérêt à se rapprocher de ceux déjà agréés. C'est une garantie en ce qui concerne la formation et le suivi des volontaires. Dans le milieu protestant, le Défap, disposant de cet agrément, est ainsi en relation avec de nombreux autres organismes dont il forme et suit les envoyés au cours de leur mission. Ce qui permet d'entretenir un dialogue régulier et fécond avec des institutions très diverses.

Kareen fait partie de ces « envoyées portées ». Membre de l'Église Martin-Luther-King de Créteil, une mégachurch en constant développement, et qui, avec le soutien de la Fondation du Protestantisme, a pu concrétiser un projet audacieux de bâtiment accueillant à la fois des cultes et des manifestations laïques comme des congrès, elle évoque sans détour sa foi et la manière dont elle inspire ses décisions et son parcours de vie. Elle a auparavant suivi des études à l'Institut biblique de Genève. Elle est actuellement en mission en Asie du Sud-Est avec le SFE (le Service Fraternel d'Entraide), l'un des partenaires réguliers du Défap dans le cadre de ces relations de « portage ». Elle était l'invitée le 23 mars dernier de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » sur Fréquence Protestante.

Kareen et le SFE, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 mars 2022 sur Fréquence Protestante

Ayant fait des études en hydro-géologie, Kareen est arrivée sur son lieu de mission en novembre 2019. Elle a suivi le

travail d’un logisticien du bureau local jusqu’en juin 2020. Suite à cela, elle poursuit son expérience en rejoignant un nouveau projet communautaire, pour apporter son appui dans les villages dans les domaines de l’eau-assainissement et de l’éducation. Les problèmes liés à l’eau supposent notamment de sensibiliser les populations des villages concernés au problème de la qualité de l’eau, de mettre en place des toilettes et des systèmes permettant de lier les ressources en eau souterraines, non polluées, aux maisons, pour que les villageois aient de l’eau propre pour leurs activités quotidiennes. Ensuite, pour obtenir de l’eau portable, il faut encore ajouter un filtre en céramique qui élimine la plus grande partie des impuretés résiduelles. L’important étant que ces projets soient véritablement portés par la population locale : le travail d’information préalable, et de sensibilisation aux enjeux de l’eau, est donc crucial, pour que les populations concernées en voient tout l’intérêt et participent à la mise en place des projets.

Le SFE a commencé en 2017 un projet d’éducation à la santé avec pour objectif de réduire la pauvreté. Une nouvelle phase du projet a démarré en 2021 dans 10 nouveaux villages pauvres, 5 centres de santé, un hôpital de district et l’hôpital provincial. Utilisant le personnel hospitalier précédemment formé comme formateurs, cette approche permet de renforcer les pratiques acquises et de développer un système de formation continue entre l’hôpital et les centres de santé. Ciblant plus particulièrement la santé mère-enfant et des adolescents, ce projet impacte plus largement tous les villageois en promouvant un développement proactif et durable et en abordant tous les problèmes de santé couramment rencontrés.

Guerre en Ukraine : quand le politique mine le religieux

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, de nombreuses voix de religieux s'élèvent pour appeler à l'arrêt de la guerre. Mais si les religions peuvent aider au dialogue et au rapprochement entre les peuples, elles peuvent aussi être instrumentalisées par le pouvoir politique. Et se retrouver elles-mêmes divisées.



Carte de l'Ukraine © Sven Teschke, Wikimedia Commons

Si l'expression de « guerre de religions » est souvent un prétexte pour entretenir la méfiance vis-à-vis du fait religieux dans son ensemble, nous croyons au contraire, au Défap, à l'importance des religions pour entretenir le dialogue entre les peuples et les cultures. Mais force est de

constater que les religions (ou du moins les institutions qui les représentent) peuvent aussi être instrumentalisées par les tensions politiques. C'est aujourd'hui le cas à propos de la guerre en Ukraine. Depuis l'invasion du territoire ukrainien par les troupes russes, et avec les révélations de plus en plus nombreuses d'attaques russes contre des cibles civiles, les différentes religions appellent le plus souvent à la paix. Mais dans des termes souvent différents, et qui dévoilent de fortes tensions entre elles.

Ces tensions sont d'abord perceptibles en Ukraine. Les deux-tiers des Ukrainiens se disent orthodoxes, et un peu moins de 9% sont catholiques. Les autres courants du christianisme sont très minoritaires : 1,9% pour les protestants toutes dénominations confondues. Quant aux autres religions, elles sont très peu représentées : 1,1% pour les musulmans, une minorité présente depuis le XIVe siècle, 0,2% pour les juifs.

Chez les orthodoxes ukrainiens, des appels à la rupture avec le Patriarcat de Moscou

Les orthodoxes d'Ukraine sont partagés entre l'Église dépendant du Patriarcat de Moscou, celle du Patriarcat de Kiev, créé en 1992 et dissident du Patriarcat de Moscou, et une petite Église autocéphale – terme utilisé pour décrire chez les orthodoxes des « Églises-sœurs » indépendantes hiérarchiquement, mais unies par la même foi. Dans cet ensemble, c'est le Patriarcat de Moscou qui dispose du clergé le plus nombreux et du plus grand nombre de paroisses ; il représente près de 18% des Ukrainiens. Mais il existe aussi officiellement depuis fin 2018 une Église orthodoxe d'Ukraine, censée regrouper l'Église orthodoxe ukrainienne autocéphale et le Patriarcat de Kiev. Un ensemble qui a l'ambition de regrouper tous les orthodoxes d'Ukraine sous la juridiction d'une Église nationale autocéphale, mais qui doit encore faire la preuve de sa légitimité, puisque le Patriarcat de Kiev a depuis contesté cette fusion pour des raisons de personnes. Si cette Église autocéphale d'Ukraine finit par s'imposer, elle

regroupera 25% des Ukrainiens. Ne pouvant espérer obtenir la reconnaissance de cette Église nationale de la part du Patriarcat de Moscou, notoirement proche du pouvoir russe, les orthodoxes ukrainiens ont donc sollicité le Patriarche de Constantinople. Ce qu'a accepté le Patriarche Bartholomée en accordant le tomos (décret) d'autocéphalie à l'Église orthodoxe d'Ukraine… avec pour conséquence une sévère crise entre Moscou et Constantinople. Dès lors, les diverses Églises autocéphales ont été sommées de prendre parti pour l'un des deux grands patriarcats en reconnaissant ou non l'Église ukrainienne.

Derrière la question de l'Ukraine, c'est donc le problème de l'autorité sur l'ensemble du monde orthodoxe qui se profile. Et d'une manière encore plus pressante depuis l'invasion russe. Déjà en 2014, année de l'annexion de la Crimée par la Russie, la branche loyale au Patriarcat de Moscou a perdu une partie de ses fidèles. Et depuis le début de l'invasion russe, plusieurs de ses prêtres ont publié une adresse vidéo exigeant de rompre tout lien avec l'Église russe. D'autant plus que le 6 mars, loin de condamner l'invasion, le patriarche Kirill, chef de l'Église orthodoxe russe, a justifié la guerre en Ukraine dans un sermon enflammé contre l'Occident prononcé lors de la Divine Liturgie dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou.

« Où sont vos Bonhoeffers, où sont vos Barths ? »

Les catholiques ukrainiens sont eux aussi traversés de tensions. L'Église gréco-catholique ukrainienne représente 8% de la population, mais il existe aussi des membres de l'Église catholique ruthène. Surtout, les catholiques ont le sentiment de pâtir du dialogue œcuménique entretenu avec le monde orthodoxe par Benoît XVI et par le Pape François – alors qu'avant eux, Jean-Paul II avait ouvertement défendu les catholiques orientaux en Europe. Une position qui risque d'être difficile à tenir pour le Vatican, alors que depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, les silences du pape

François sur la Russie sont de plus en plus remarqués. S'il a appelé à l'arrêt de la « guerre », déplorant un « pays martyrisé », il n'a, à aucun moment, formellement condamné l'attaque russe. Sa dénonciation la plus claire n'est venue que dimanche dernier, lorsqu'il a fustigé « l'attaque armée inacceptable » qui a lieu en Ukraine.

Si des divisions historiques comparables à celles que connaissent les orthodoxes ou les catholiques n'existent pas entre protestants évangéliques russes et ukrainiens, ces derniers soulignent toutefois que s'ils ont entendu de nombreuses prières pour la paix de la part de leurs collègues russes, il n'y pas eu de condamnation de l'invasion. « Où sont vos Bonhoeffers, où sont vos Barths ? » interpelle Valerii Antoniuk, qui est à la tête de l'Union panukrainienne des Églises des chrétiens évangéliques-baptistes. « De nombreux croyants en Russie prient au sujet de la "situation" en Ukraine. La situation s'appelle GUERRE », dénonce pour sa part sur Facebook le pasteur de l'Église Parole de vie à Boyarka, non loin de Kiev. Pourtant, des voix s'élèvent aussi en Russie chez les évangéliques, minoritaires, bravant les menaces de représailles des autorités russes. « Le temps est venu où chacun d'entre nous doit appeler les choses par leur vrai nom, tant que nous avons encore une chance d'échapper à la punition d'en haut, et d'empêcher l'effondrement de notre pays », souligne ainsi une lettre ouverte signée par un groupe de pasteurs russes et d'autres responsables protestants. « Nous demandons aux autorités de notre pays de mettre fin à cette effusion de sang insensée ! »

La réponse du patriarche Kirill de Moscou au COE

Au final, ces tensions au sein des religions débordent très largement le cadre des relations entre Russie et Ukraine. Au point de menacer les relations œcuméniques au niveau international. Le Conseil œcuménique des Églises a ainsi envoyé une lettre au patriarche Kirill de Moscou, membre de la communauté d'Églises, pour qu'il intervienne auprès du Kremlin

pour tenter d’arrêter la guerre lancée contre l’Ukraine. Cette fois encore, la réponse au courrier du COE a été claire : le chef religieux de l’Église orthodoxe russe a demandé au COE de « rester une plate-forme de dialogue impartial, libre de toute préférence politique et de toute approche unilatérale ». Il a accusé les pays occidentaux d’avoir « tenté de faire des peuples frères – Russes et Ukrainiens – des ennemis », tout en se disant « fermement convaincu que les initiateurs [de la guerre] ne sont pas les peuples de Russie et d’Ukraine, qui sont sortis des mêmes fonts baptismaux de Kiev, sont unis par une foi commune, des saints et des prières communs, et partagent un destin historique commun », mais qu’il faut chercher « les origines de la confrontation dans les relations entre l’Occident et la Russie ».

En France, la FPF et l’Église catholique ont pris l’initiative d’un dialogue avec les représentants de l’orthodoxie russe. Le pasteur François Clavairoly, Président de la Fédération protestante de France et Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, Président de la Conférence des Évêques de France, devaient ainsi rencontrer le jeudi 10 mars, à la Cathédrale de la Sainte Trinité, siège épiscopal du diocèse de Chérsonèse et centre de l’Exarchat d’Europe occidentale du patriarcat de Moscou, le Père Maxime Politov, curé de la Cathédrale. « Cette initiative, a indiqué la Fédération protestante de France dans un communiqué, veut contribuer au dialogue mais aussi et surtout à l’interpellation du Patriarche de Moscou et de toute les Russies sur l’importance du sens de sa responsabilité dans ce conflit. »

Guerre en Ukraine, le protestantisme français se mobilise

Face à la guerre en Ukraine, la Fédération Protestante de France, dont le Défap est membre, lance un appel à la prière et à la solidarité. Les membres de la FPF se mobilisent par des actions concrètes. Asah, collectif des acteurs chrétiens de l'humanitaire dont fait aussi partie le Défap, détaille l'engagement en France et en Ukraine de ses membres.



Communiqué de la Fédération Protestante de France

Face au drame qui se déroule en Ukraine, le protestantisme français souhaite affirmer sa ferme condamnation des terribles menaces que le président russe fait peser sur l'Europe et le monde, engendrant cette guerre qui nous concerne et nous atteint tous.

Il demande aux chrétiens, y compris aux chrétiens de Russie,

de prier et d’œuvrer pour que cesse cette guerre, et de manifester leur solidarité aux victimes, si nombreuses, qu’elle entraîne sur les routes de l’exil.

Les protestants français se sont toujours mobilisés au nom de leur foi et de leur histoire, pour offrir l’hospitalité aux réfugiés et déployer l’aide indispensable aux victimes des conflits et des violences des états.

Ainsi, dès les premiers moments de l’attaque russe contre l’Ukraine, les membres de la Fédération protestante de France (FPF), Unions d’Églises, associations, œuvres, communautés et mouvements, se sont mobilisés, chacun à son échelle et dans son domaine d’action, pour venir en aide mais aussi alerter et analyser la situation pour une juste appropriation, adaptation et concertation des actions de solidarité du protestantisme français.

Dans le même temps, il s’est mobilisé en lançant un appel à la générosité par le biais du dispositif Solidarité Protestante sous l’égide de la Fondation du protestantisme pour recueillir les dons nécessaires à cette mobilisation. Les dons collectés permettront notamment :

- D’accueillir et d’accompagner dignement les réfugiés en France et notamment par l’action de la Fédération de l’Entraide protestante (FEP) qui coordonne ces actions.
- De soutenir l’action solidaire de terrain auprès des populations de nos ONGs et réseaux d’Églises sœurs en Ukraine et en Pologne déjà sur place.

Nous savons aujourd’hui que l’accueil des ukrainiens en France sera un accueil de « passage » d’un pays à l’autre, qu’il nous faut créer des accueils adaptés à ces moments de transit sur notre territoire et être attentifs aux autres réfugiés dont nous avons toujours la responsabilité d’un accueil digne qui doit se poursuivre et perdurer.

Nous savons également que des inégalités de traitement de ces

réfugiés aux frontières sont déjà constatées et nous nous inquiétons, en lien avec La Cimade, du sort de ces personnes en situation de danger bloquées aux frontières de l'Ukraine.

C'est dans cet esprit que nous serons solidaires et mobilisés face à cette guerre.

C'est la raison pour laquelle, en lien avec l'appel à la prière du Conseil d'Églises chrétiennes en France (CÉCEF) du 24 février 2022, la Fédération protestante de France vous demande de demeurer fidèle, solidaire et persévérant dans cet engagement, et vous invite à donner à Solidarité Protestante. Vos dons seront une partie de la réponse à ce drame et le signe que la foi chrétienne s'enracine dans le temps présent si cruel, dans l'espérance en Christ, imprenable.

« Efforcez-vous de conserver l'unité de l'Esprit par le lien de la paix » (Ephésiens 4,3)

L'appel aux dons de Solidarité Protestante est consultable sur : **https://donner.fondationduprotestantisme.org/ukraine**

Les membres de la FPF s'engagent

La Fédération de l'Entraide Protestante mobilise ses forces pour s'engager et soutenir les populations au cœur du conflit et pour accueillir les réfugiés qui arrivent en France.

La Cimade demande une protection Européenne pour toutes les personnes qui quittent l'Ukraine et exhorte les pays limitrophes à laisser leurs frontières ouvertes et à respecter le principe de non refoulement, rappelant que l'accueil des personnes réfugiées est un principe fondamental du droit international qui ne saurait souffrir d'exception, et dénonce les discours abjects voulant conditionner l'accueil à des questions de culture, de religion, de couleur de peau…, ou

ramenant celui-ci à une opportunité dont on pourrait « tirer profit ».

Le CASP, engagé historiquement pour les personnes venues d'ailleurs et expert dans l'accueil et l'orientation des personnes en demande d'asile, tente de répondre aux besoins d'accueil, d'orientation, en apporter des soins et un suivi psychosocial à ces nouveaux arrivant ukrainiens.

L'Armée du Salut est mobilisée sur place en Ukraine, Pologne, Roumanie et Moldavie pour venir en aide aux populations déplacées qui fuient l'Ukraine.

ADRA France se mobilise pour soutenir les actions menées en Ukraine ainsi que dans les pays voisins, pour accueillir les réfugiés. Plusieurs centres d'accueil temporaires sont déjà prêts et un entrepôt a été mobilisé par ADRA pour collecter des dons (nourriture, draps, vêtements…) et les transporter sur place.

Médair apporte un soutien urgent aux familles déplacées et aux communautés qui les accueillent.

L'Alliance Biblique demande un soutien pour la Société biblique ukrainienne à Kiev. La Société biblique apporte à la population une aide pratique et spirituelle à travers des distributions de vivres, de vêtements, de produits d'hygiène, d'ouvrages bibliques (bibles, livres pour enfants), de jeux pour enfants.

La Fédération des Églises évangéliques baptistes de France nous informe qu'elle dénombre 2272 Églises baptistes sur le territoire ukrainien, ce qui en fait la première composante protestante du pays. La FEEBF s'est associée notamment à l'Alliance Baptiste mondiale pour ses actions de solidarité.

L'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine recense les besoins transmis par les Eglises

luthériennes de Pologne et d’Ukraine sur son site.

L’Union des Fédérations Adventistes de France grâce à ses réseaux ADRA International, ADRA Ukraine, ADRA Russie, ADRA France, ADRA Belgique se prépare à prêter main-forte aux victimes de ce conflit.

Les actions d'Asah

Asah est un collectif d'acteurs chrétiens de la solidarité internationale, dont fait également partie le Défap. Parmi ses membres, on trouve des organismes comme Adra, Medair, A Rocha, Portes Ouvertes : des représentants de toutes les facettes de l'engagement humanitaire chrétien. Voici quelques nouvelles de l'engagement des membres d'Asah pour l'Ukraine, qui n'ont pas déjà été répertoriés (comme pour Médair ou ADRA) dans le communiqué de la FPF :

L'association La Gerbe a pu faire partir un camion jeudi dernier en direction de la Roumanie, en complément des transferts d'argent servant à acheter directement en Ukraine des produits de première nécessité tant que cela est possible. Un deuxième camion se prépare à partir jeudi 10 mars, cette fois en direction de l'Ukraine ! La ville d'Ecquevilly a apporté son soutien et a participé au financement de ce premier envoi, d'autres villes suivent comme Les Mureaux, Hardricourt, Verneuil sur Seine, Bazemont, … organisant des collectes pour La Gerbe et plusieurs chefs d'entreprises membres des EDC ont aidé à trier et préparer les marchandises. Une vraie chaîne de solidarité !

L'association Partage Plus prépare également un semi remorque qui partira fin mars dont une partie ira à la frontière roumaine, proche de Siret. Une collecte de denrées alimentaires est prévue avec les commerçants de Saint-Paul-Trois-Châteaux et les villages alentours. Grâce à leurs partenaires historiques sur place, ces deux associations peuvent envoyer du matériel et assurer la distribution aux réfugiés de façon fiable et sécurisée.

Le Secours Protestant a pu envoyer des équipes sur deux missions distinctes :

- Aider à l'accueil des réfugiés à la frontière Roumanie/Ukraine,
- Le transport de réfugiés depuis la frontière Pologne/Ukraine à destination de la France et plus particulièrement de l'accueil sur le secteur Chambéry (Savoie). A ce jour, déjà plusieurs personnes ont accueilli des réfugiés sur Chambéry.

Le collectif ASAH participe à rassembler des offres de logement, si vous souhaitez accueillir des réfugiés chez vous, vous pouvez remplir ce formulaire.

Une vraie concertation inter église et inter organisme s'est construite pour assurer l'accueil des réfugiés en Moldavie. L'OM fait partie de cette action concertée et a aussi rejoint le groupe crise du collectif ASAH. Les besoins plus particuliers sont la nourriture pour les réfugiés bloqués dans de longues files d'attente. OM est également présent dans les autres pays limitrophes et participe à l'accueil des réfugiés.

En Ukraine même, l'association Écouter l'Enfant est en lien avec le centre Source de Vie situé à Oleksandriïa, qui accueille actuellement 27 enfants.

Une association membre du collectif ASAH pense déjà à l'après. Comment est-ce que les Ukrainiens vont se reconstruire après ce traumatisme ? Alo!Mik en Albanie prévoit de pouvoir accueillir dans les prochains mois, des personnes ayant besoin de soutien psychologique et spirituel afin de les aider à se reconstruire dans un cadre de paix et d'amour. OM se prépare aussi à être un acteur de la reconstruction du pays, notamment au travers du projet Clean soul – clean city (projet de business as mission) avec le développement d'un système de pyrolyse de plastique pour produire du carburant pour favoriser l'emploi localement et nettoyer l'environnement.

Rencontre avec Brigitte Djessou, boursière du Défap

Pasteure et enseignante de Nouveau Testament à l'Université Protestante d'Afrique Centrale, Brigitte Djessou est présente pour quelques mois à Paris en tant que boursière du Défap, afin de suivre des cours à l'Institut Protestant de Théologie.



Brigitte Djessou photographiée dans le jardin du Défap © Défap

Quel est votre parcours, et quel est le but de la formation que vous suivez à Paris ?

Brigitte Djessou : Je suis pasteure de l'Église méthodiste unie Côte d'Ivoire (EMU-CI) ; j'ai été consacrée le 30 novembre 2003, et j'ai été affectée à divers postes jusqu'à

2010 et à mon entrée à l'UPAC (Université Protestante d'Afrique Centrale) en 2010, où j'ai fait un Master 2 en Nouveau Testament. En 2011, j'ai intégré l'école doctorale ; et j'ai eu mon doctorat en 2015. Depuis septembre 2017 et jusqu'à aujourd'hui, j'enseigne le Nouveau Testament à l'UPAC. Je suis à Paris dans le cadre d'études post-doctorales – c'est une sorte de formation continue : les méthodes pour enseigner évoluent, de nouveaux outils apparaissent, et en tant qu'enseignant, il est nécessaire de s'adapter. Je suis donc des cours de grec et de théologie à l'IPT (l'Institut Protestant de Théologie) pour me perfectionner. Tünde Lamboley (chargée du suivi des boursiers au Défap) m'a mise en relation avec Valérie Nicolet, Doyenne de la Faculté de Paris de l'IPT, pour établir mon programme.

Qu'est-ce qui caractérise vos cours à l'UPAC ?

La diversité. Nous avons des étudiants de niveaux très différents, venus d'horizons très divers, de pays différents, d'Églises différentes… Certains suivent un cursus à l'UPAC avant d'arriver en Master 2, mais d'autres viennent d'autres institutions… La première chose que je dois faire, c'est mettre tout le monde dans le même bain, vérifier les méthodes ; et rapidement, je demande à chacun de préparer une exégèse à partir de quelques versets en grec tirés du Nouveau Testament, puis de présenter son travail, à tour de rôle, devant tout le groupe. C'est une manière très efficace de confronter les diverses approches, de mettre en parallèle les diverses formations. Et c'est particulièrement enrichissant quand on en arrive à l'herméneutique (l'interprétation des textes bibliques), car c'est dans ce domaine que le poids du contexte dont chacun est issu apparaît le plus.

Quelle est la place des femmes dans l'enseignement à l'UPAC ?

Je suis la seule femme pasteure et théologienne parmi une douzaine d'enseignants. C'est dire s'il y a besoin d'une meilleure reconnaissance du rôle des femmes dans ce domaine !

Et la formation que je suis ici, en France, peut bien sûr y aider. Ce sera d'autant plus vrai si je parviens à en tirer une publication. Cela me permettra de donner plus de visibilité à mon travail, plus de crédibilité auprès des enseignants de l'UPAC, qui pourront ainsi se rendre compte que ça n'est absolument pas du tourisme… Et ça pourra motiver d'autres enseignantes à suivre.

Rencontre avec le président de l'Église Évangélique du Congo

Le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua préside depuis fin 2020 l'Église Évangélique du Congo, après quatre années de présidence d'Édouard Moukala qui ont laissé l'EEC en crise. En ce mois de mars 2022, il est en visite en France et de passage au Défap.



Le président de l'Église Évangélique du Congo, le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua © Défap

C'est votre première visite officielle en France depuis que vous présidez l'EEC : quel est le principal but de votre venue et qui avez-vous eu l'occasion de rencontrer ?

Pasteur Juste Alain Gonard Bakoua : Il s'agit de renouer avec les partenaires de l'EEC, après plusieurs années qui ont vu les relations se distendre. J'ai pu m'entretenir avec le Secrétaire général du Défap Basile Zouma, et échanger, en sa compagnie, avec la présidente de l'Église protestante unie de France, Emmanuelle Seyboldt. Nous étions accompagnés par Godefroy Tchoubou, président de la plateforme « Ensemble pour le Congo » qui est à la fois membre de l'EPUdF et de la communauté congolaise en France : il joue un rôle important de trait d'union.

Quelles sont vos attentes ?

Elles sont très importantes pour notre Église qui est en plein « relèvement » après des années difficiles. Elles concernent aussi bien la formation que les questions de santé, de jeunesse, de genre… En matière de formation par exemple, nous

ambitionnons de relancer le cycle doctoral de la Faculté de Théologie Protestante de Brazzaville, mais pour cela, il nous faut former des enseignants et qu'ils puissent être accompagnés lors de leur cursus et de leurs recherches en France. Nous voudrions aussi mettre en place une gestion collégiale de l'université en y incluant d'autres partenaires : d'autres Églises ou d'autres centres universitaires, comme l'Université Protestante d'Afrique Centrale (Upac).

Et en France même ?

Il y a de grands besoins d'accompagnement de la diaspora congolaise, qui est très importante mais un peu dispersée. Il s'agit de favoriser le rapprochement avec les protestants de France mais aussi entre Églises congolaises implantées en France, pour aider au développement de communautés qui puissent être ouvertes sans perdre de leur identité.

Comment votre Église s'exprime-t-elle sur les principaux sujets politiques et sociaux du Congo-Brazzaville ?

L'EEC ne s'exprime pas de manière isolée. Il existe dans notre pays un Conseil œcuménique – dont j'assume en ce moment la présidence tournante, à la suite de Mgr Bienvenu Manamika, actuel archevêque de Brazzaville ; et les diverses Églises se coordonnent pour intervenir sur tous les sujets liés à la politique, au social, etc. C'est important pour l'EEC, mais aussi pour le Congo-Brazzaville lui-même : notre Église est la plus représentée dans le pays après l'Église catholique. Nous avons tous besoin d'union, car la situation de nos Églises a un impact direct sur l'unité de notre pays.

Prosélytismes… au pluriel !

Pour son numéro 82, la revue Perspectives Missionnaires aborde la question sensible du prosélytisme. Une question qui interroge très directement la façon dont les Églises conçoivent et accomplissent leur mission. Ce numéro est par ailleurs le dernier à paraître sous forme imprimée : dès le n°83, PM rejoindra Foi & Vie sous la forme d'un « Cahier d'études missiologiques et interculturelles ». Les archives de Perspectives missionnaires (soit 82 numéros) seront ainsi bientôt intégralement disponibles, en ligne, sur le site de Foi & Vie.

Perspectives MISSIONNAIRES 82

2021 Revue protestante de missiologie



Prosélytismes... au pluriel !

Photo de couverture du n°82 de Perspectives Missionnaires © PM
Pour son passage du papier au numérique, notre revue Perspectives missionnaires a choisi d'aborder une question délicate, celle du prosélytisme. Une question qui interroge très directement la façon dont les Églises conçoivent et accomplissent leur mission. Jusqu'au XXe siècle, celle-ci était explicite : il fallait convertir des populations nouvelles au Christ pour suivre l'injonction du Ressuscité selon la finale de l'évangile de Matthieu : « Allez donc auprès des gens de toutes les nations et faites d'eux mes disciples » (Mt 28,19 BFC). Le prosélytisme ne faisait guère problème.

Depuis lors, nos sociétés ont changé ainsi que les sensibilités. Elles se sont sécularisées et les États, au nom de la laïcité, ont pour tâche de veiller à maintenir la paix religieuse sur leur territoire. La société pluraliste et multi-religieuse que nous connaissons en Occident place les Églises devant le défi de formuler d'une manière crédible le message réformateur de la réconciliation de Dieu avec les humains, et de la liberté offerte en Christ. En même temps, elle les met dans une situation quelque peu embarrassante. Cet embarras est notamment dû aux nombreuses réticences que provoque le terme d'évangélisation qui peut être compris comme un endoctrinement liberticide, une réduction individualiste faisant fi du tissu social, un zèle prosélyte qui met sous pression, un vis-àvis inégal entre possesseurs de la vérité et objets d'évangélisation, un événement qui se réduit à des paroles sans trouver sa concrétisation sur le terrain de la pratique sociale. De tels ressentiments sont nourris par des expériences du passé mais aussi du temps présent.

> *Églises et religions se doivent d'être aujourd'hui facteurs de cohésion sociale et non de discorde ou de tension*

Dans ce contexte, Églises et religions se doivent d'être

aujourd'hui facteurs de cohésion sociale et non de discorde ou de tension. Or le prosélytisme a pris une connotation nettement péjorative, non seulement dans la société, mais également au sein des Églises elles-mêmes, gagnées par un esprit de tolérance et d'ouverture. Il apparaît comme une démarche « repoussoir » en opposition à une démarche d'unité dans laquelle les diverses confessions chrétiennes, voire les diverses traditions religieuses, se concertent pour porter un témoignage commun dans le monde.

Mais n'acceptons-nous pas trop facilement d'enfermer le prosélytisme dans une acception strictement péjorative ? Dans le refus de tout prosélytisme religieux, n'y a-t-il pas une forme de refus de la liberté de conscience et de religion ? Une difficulté d'accepter que l'autre change de croyance ? Ainsi Olivier Abel a-t-il écrit, de façon un peu provoquante, dans un numéro du quotidien La Croix de décembre 2003, un « éloge du prosélytisme » qui donnait de l'espace à ce qu'il appelait une « libre-conversation » des religions. Entre « gel confessionnel » chez certains, tendances à une forme de re-confessionnalisation chez d'autres, et identités fluides d'un certain post-confessionnalisme pour beaucoup d'autres encore, comment analyser ce à quoi nous assistons aujourd'hui ?

C'est ce type de questionnement qui nous a incités à faire le point sur ce que l'on entend par prosélytisme. Nous avons donc ouvert à frais nouveaux ce dossier en envisageant plusieurs angles d'approche. Les contributions qui suivent offrent une belle diversité de points de vue et de perspectives sur la question :

- Une enquête néotestamentaire sur les débuts de la mission chrétienne avec le bibliste Simon Butticaz qui examine la question de savoir comment l'Église est devenue missionnaire ;
- Une approche globale du prosélytisme avec le missiologue Hannes Wiher qui se penche sur les enjeux missiologiques ainsi que sur le témoignage chrétien dans les relations

interreligieuses et interconfessionnelles ;

- Une appréciation critique du prosélytisme dans le contexte de nos sociétés sécularisées par l'historien Jean-François Mayer ;
- Le positionnement clair du mouvement oecuménique sur le prosélytisme par le théologien Jean-Luc Blondel ;
- Une évaluation du prosélytisme d'un point de vue catholique romaine par Pierre Diarra, missiologue catholique ;
- Une lecture du prosélytisme dans des pratiques ecclésiales contemporaines en Europe orientale et en Amérique latine par Jean Renel Amesfort.
- Une analyse de stratégies d'évangélisation en milieu musulman au Liban avec la sociologue Fatiha Kaouès. Cet article particulièrement fouillé sera publié en deux parties. La première partie qui paraît dans ce numéro présente la théorie et la pratique d'évangélisation en milieu musulman de Georges Houssney, engagé auprès de diverses organisations missionnaires parmi lesquelles Campus Christian Fellowship.
- Une seconde partie, qui présente la réflexion de Colin Chapman, un protestant évangélique très impliqué dans la réflexion sur l'activité missionnaire au Moyen-Orient et dans le dialogue interreligieux, paraîtra dans le prochain numéro de notre revue.

Ces diverses approches ne prétendent pas faire le tour d'un problème difficile et complexe. Mais elles ont la vertu, nous l'espérons, de montrer que le prosélytisme doit être examiné avec nuance et dans une perspective dialectique. En effet, l'appréciation qu'on en aura dépendra foncièrement de la théologie, de la sotériologie et de l'ecclésiologie de celui ou de celle qui l'étudie. Les différents auteurs en offrent des regards croisés qui enrichissent la réflexion et qui permettent de se faire une idée plus précise de la question telle qu'elle se pose aujourd'hui à nos Églises.

Avant de conclure cette introduction, il est judicieux de mettre encore en évidence deux éléments qui font partie de notre questionnement, mais qui n'ont pas fait l'objet d'un traitement particulier dans ce dossier : l'un concerne le contexte de nos sociétés libérales en Occident, l'autre porte sur un contexte plus large.

> *Quelle différence de fond y a-t-il entre religion et monde politique, économique, associatif, ou même recherche spirituelle ?*

Premièrement, on peut se poser la question : dans nos sociétés de « modernité-post » quelle différence de fond y a-t-il entre religion et monde politique, économique, associatif, ou même recherche spirituelle ? Car, contrairement à ce qui se passe pour les Églises et les religions, il y a bien des domaines où la recherche de membres ou d'adhérents est tout à fait tolérée, souvent au travers d'un prosélytisme décomplexé fait de propagande, de publicité, de campagne de communication. Partis politiques, syndicats, mouvements écologistes ou autres défenseurs de telle ou telle cause, promoteurs de tel ou tel produit, nombreux sont celles et ceux qui, aujourd'hui, font pression sur notre conscience en faisant appel à tous les moyens modernes de communication. Sans aller plus loin dans l'analyse, on peut avancer l'hypothèse selon laquelle c'est le lien souvent perçu – au passé comme au présent – entre religions, intolérance et violence qui pose problème et qui fait que les religions sont moralement interdites de prosélytisme contrairement à d'autres acteurs de nos sociétés.

Deuxièmement, et peut-être en contrepoint, il faudrait mettre en évidence le fait que, si, dans les sociétés libérales occidentales, le prosélytisme est mal perçu, il ne provoque pas des réactions menaçant fondamentalement la liberté de conscience et de culte. En revanche, il y a de plus en plus de pays où sont adoptées des lois anti-conversion qui sont nettement liberticides. Ce phénomène semble même en nette

progression dans des contextes religieux très divers. Il pourrait être une réaction à l’effet de globalisation qu’exerce l’évolution de notre monde et il interroge fortement le rêve de société pluraliste et multiculturelle qui habite nos instances politiques et religieuses. Il n’est pas nécessaire de nous étendre davantage ici sur ce questionnement qui serait susceptible de susciter d’autres recherches et réflexions d’envergure.

Michel Durussel et Jean Renel Amesfort

Le sommaire de ce n°82

Perspectives
MISSIONNAIRES

Avant propos

1 *Perspectives Missionnaires* devient le « Cahier d'études missiologiques et interculturelles » de *Foi et Vie*, par Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn

Dossier :

Prosélytismes… au pluriel !

7 **Introduction** par Michel Durussel et Jean Renel Amesfort

11 **Comment l'Église est-elle devenue missionnaire ?** par Simon Butticaz

16 **Le prosélytisme. Enjeux missiologiques** par Hannes Wiher

33 **Le débat sur le prosélytisme en Occident** par Jean-François Mayer

40 **Unité dans le témoignage. Approches œcuméniques** par Jean-Luc Blondel

46 **L'Église grandit par attraction et non par prosélytisme** par Pierre Diarra

52 **Perception du phénomène du prosélytisme dans des pratiques ecclésiales contemporaines** par Jean-Renel Amesfort

70 **Le prosélytisme, entre contrainte et libre choix** par Fatiha Kaouès

Rubrique

87 **Varia**
A la recherche du renouveau. Quelle réforme dans l'Église au XXIe siècle ? par Natacha-Ingrid Tinterof

107 **Chronique**
Soutenir la formation à la théologie interculturelle : un des axes de DM, par Michel Durussel

111 **Lectures**
- *Évangéliser dans l'espace numérique ?*, Marie-Rose Tannous, Lorraine Sainte-Marie et Pierrette Daviau
- *Tout, tout de suite. Parole de Dieu et médiations chrétiennes dans une culture de l'immédiateté*, François-Xavier Amherdt

par Marc Frédéric Muller

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis 40 ans ***Perspectives missionnaires****.*

Dès janvier 2022, PM rejoindra Foi & Vie sous la forme d'un « Cahier d'études missiologiques et interculturelles ». Les archives de Perspectives missionnaires (soit 82 numéros) seront ainsi bientôt intégralement disponibles, en ligne, sur le site de Foi & Vie. L'équipe de PM espère ainsi enrichir la palette des champs de recherche de la revue numérique.

Sacha : premières impressions du Sénégal

Les frontières se rouvrent, partiellement du moins, après l'épisode de fermeture dû à la situation sanitaire, et les missions à l'étranger reprennent. Après nos chroniques « Éloigné, en confinement » qui ont rendu compte de ce que vivaient les envoyés et boursiers du Défap pendant les périodes de restriction des déplacements, voici le témoignage de Sacha : après avoir participé à la session de formation des envoyés de juillet 2021, le voilà au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrit dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de

l’ELS (l’Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Sacha travaille aux côtés d’une sage-femme, Monique Bakkhoum.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap

Quelles impressions gardes-tu de ton premier contact avec le Sénégal ?

Sacha : Mes premières impressions sont liées à la solidarité, au respect et à l’accueil très chaleureux qu’on m’a fait. Je me suis tout de suite adapté au différentes conditions et coutumes qui ont cours ici. Toutes les choses que je connaissais et mes habitudes que j’avais en France, j’ai dû tout laisser là-bas.

Qu’est-ce qui t’a le plus frappé en arrivant sur ton lieu de mission ? Une anecdote, un souvenir, une image ?

Sacha : Au début, le manque de matériel, surtout pour les accouchements. J’étais complètement dépaysé. Et puis il n’y a pas d’électricité, seulement pour alimenter le frigo qui sert au stockage des médicaments. Il n’y a ni clim ni ventilateur. La chaleur est le plus dur à supporter pendant le travail.

Comment s’est passée la rencontre avec les personnes avec

lesquelles tu vas travailler ?

Sacha : Très bien, je travaille avec une infirmière du nom de Monique : on s'est tout de suite bien entendu. Elle m'explique et me traduit les choses que je ne comprends pas.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha : Je lui apporte une aide pour les soins et les consultations car elle gère seule un poste de santé dont dépendent 6300 personnes. J'ai été mis en contact avec une ancienne envoyée qui avait occupé le même poste que moi : elle m'a expliqué un peu la mission, ce qui m'a permis de me faire une idée très vite de la situation avant même d'arriver au Sénégal. Maintenant j'ai mon rythme de travail, mes habitudes et je sais quels sont les soins requis pour chaque consultation.

Quelles sont les principales difficultés d'adaptation auxquelles tu as dû faire face depuis ton arrivée ?

Sacha : La chaleur, c'est ce qui me marque le plus : il fait très chaud, et chaque effort sous le soleil est épuisant. Au niveau du matériel médical, je fais avec ce qu'il y a sur place : quoi qu'il arrive, je n'ai pas le choix. L'apprentissage de la langue est aussi compliqué pour moi car il y a le Sérère et le Wolof. Même si j'arrive à me faire comprendre en parlant français avec les personnes qui habitent en ville, dans les villages et pendant les consultations c'est tout de même difficile. La nourriture est principalement composée de riz, ce qui est dur à accepter au début ; mais je me suis bien habitué avec le temps.

Peux-tu nous parler de ce qui se vit avec l'Église locale ?

Sacha : J'ai beaucoup sympathisé avec le président de l'Église, on s'entend vraiment très bien. Je vais au culte le dimanche de temps en temps et on me fait découvrir les

différents actions et activités auxquelles l'Église locale participe, et qu'elle finance.

Les Églises se mobilisent avant la COP26

Alors que la COP26, la 26ème conférence internationale sur le climat qui réunit chaque année les pays signataires de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, se tient ce week-end à Glasgow, les initiatives se multiplient au sein des Églises pour appeler à la sauvegarde de la création.



Dans notre perception du monde, les faits matériels et objectifs tiennent une place somme toute assez réduite. Ils sont toujours passés au crible de notre expérience, de nos convictions, de notre foi. Ils peuvent être niés ou

réinterprétés. Devant un tribunal, des preuves matérielles pourront être utilisées dans des sens très différents par l'accusation et par la défense. Dans la Bible même, Jésus, mis au défi par des pharisiens de fournir un miracle en guise de preuve, refuse purement et simplement : « Une génération méchante et adultère demande un miracle ; il ne lui sera donné d'autre miracle que celui du prophète Jonas » (Matthieu 12, verset 39).

Non seulement les **preuves du réchauffement climatique** sont légion, non seulement un **consensus international d'experts** écrasant affirme sans l'ombre d'un doute que ce **réchauffement est d'origine humaine**, mais nous assistons déjà à **l'emballement du processus**, avec des effets inédits dans l'histoire de l'humanité : des **tempêtes tropicales violentes** dont la fréquence et l'intensité s'accroissent, des **épisodes caniculaires au-delà du cercle polaire**, des **inondations catastrophiques en Europe**, des **effets dramatiques d'une mousson inédite en Inde**… Soyons honnêtes : pour celles et ceux qui sont nés avant les années 80, qui aurait pu imaginer qu'un jour – et surtout de leur vivant – seraient enregistrées **des températures frôlant les 50°C au Canada**, au-delà du 50° de latitude nord ? Qui aurait pu imaginer qu'en Sibérie, une ville entière de 300.000 habitants bâtie sur le permafrost, Iakoutsk, fondée en 1632, puisse voir ses bâtiments se fissurer et menacer de s'effondrer du fait de la fonte du sous-sol ? Mais si les faits sont têtus, l'être humain l'est plus encore.

En août dernier, le GIEC, groupe composé de scientifiques indépendants de tous les pays, a sorti son dernier rapport. Ses conclusions sont sans appel. Tous les scénarios prévoient que la planète connaîtra un réchauffement de minimum 1,5°C. Et sans des décisions drastiques, bien au-delà des engagements pris jusqu'alors par les principaux pays représentés lors des diverses Conférences des Parties, l'hypothèse plausible est celle d'un réchauffement de 2,7°C. Avec des effets prévisibles

qui iraient de la fonte d'une portion comprise entre un tiers et une moitié du permafrost, libérant dans l'atmosphère des quantités monstrueuses de méthane, gaz à effet de serre doté d'un potentiel de réchauffement 30 à 40 fois plus important que le CO2 ; des événements climatiques extrêmes, des incendies de forêt à répétition, un effondrement de la biodiversité, une montée des océans provoquant l'exode de centaines de millions de réfugiés climatiques… Face à **ces prévisions** et surtout aux **recommandations du GIEC**, divers États ont avant tout tenté de minimiser : le ministère saoudien du Pétrole a tenté de faire disparaître l'appel à des actions « urgentes et accélérées » en faveur de l'abandon des énergies fossiles. L'Australie, exportatrice de houille, a contesté que « la fermeture des centrales à charbon (soit) nécessaire ». Argentine et Brésil, gros producteurs de viande, voulaient enlever un passage soulignant qu'un régime végétarien pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de moitié.

L'engagement œcuménique en faveur de la création

Il n'est pas trop tard pour agir. Mais l'urgence climatique appelle chacun de nous à l'action. Politiques, ONG, mais aussi Églises et théologiens : il existe aujourd'hui toute une théologie de la sauvegarde de la création, et la thématique de l'écologie est bien présente parmi les protestants. Cette implication des Églises a connu un développement spectaculaire à partir de la COP 21, organisée à Paris. Aujourd'hui, c'est devenu l'un des principaux engagements œcuméniques.

Ce vendredi 29 octobre, **le pape François a appelé les dirigeants mondiaux** qui se réuniront à la COP26 d'apporter « d'urgence » des « réponses efficaces à la crise écologique ». Avant cela, et pour la première fois, les dirigeants de l'Église catholique romaine, de l'Église orthodoxe orientale et de la Communion anglicane (le pape François, le patriarche œcuménique Bartholomée et l'archevêque Justin Welby) avaient **signé une déclaration commune** estimant

que le changement climatique n'est pas seulement un défi futur, mais « une question immédiate et urgente de survie ». Le **Conseil d'Églises chrétiennes en France** (CECEF), se disant « profondément préoccupé pour l'avenir de notre maison commune, la biosphère, dans laquelle vivent plus de 7 milliards d'êtres humains et 8 millions d'espèces d'êtres vivants », a lancé « un appel aux dirigeants du monde entier et à la France en particulier » pour qu'ils prennent des mesures urgentes. Dans le même esprit, Église verte propose un temps de prière en ligne, afin de soutenir spirituellement l'engagement des personnes de bonne volonté et de prier ensemble pour des engagements forts et justes, à la hauteur des enjeux climatiques. Quant à **l'Église protestante unie de France**, elle a placé son Synode national 2021 sous le thème : « Écologie : quelle(s) conversions » et a diffusé, à la suite de la rencontre de ses 230 délégués à Sète, un communiqué marquant une prise de parole publique adressée non seulement aux paroisses, mais aussi à la société dans son ensemble et notamment aux décideurs, « sur la lenteur, l'insuffisance voire les contradictions délibérées des discours et des actions mises en oeuvre face à l'urgence du dérèglement climatique et du recul grandissant de la biodiversité de la planète ».